



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 19 novembre 2009

Ne pas dégrader la situation sans raison

Un accord de libre-échange agroalimentaire global avec l'UE ne constitue pas une alternative pour le cas où un accord serait conclu avec l'OMC. C'est pourquoi les délégués de l'Union suisse des paysans se sont prononcés aujourd'hui en faveur de l'abandon des négociations en cours avec l'UE.

Le monde agricole est en ébullition. Il paie son tribut aux diverses réformes agricoles en cours. Ainsi, la plupart des produits agricoles voient leur prix dégringoler. Le lait en est certainement l'exemple extrême, alors qu'il s'agit du pilier principal de l'agriculture suisse. Par rapport à l'année passée, le prix du kilo de lait a chuté d'environ 20 centimes. Cela signifie qu'en un peu plus d'une année, le revenu d'une exploitation agricole moyenne a régressé d'environ 20 000 francs. Pour les revenus les plus bas, il s'agit-là d'une somme vitale.

Dans son discours d'ouverture, Hansjörg Walter, président de l'USP, a comparé la situation des familles paysannes à un mobile. Elles sont tiraillées par différentes forces parfois contraires, au nombre desquelles on trouve principalement la nature, le marché et les conditions cadres politiques. Or, on tire beaucoup à cette dernière corde, sans viser toujours la même direction : alors qu'on donnait une forte traction dans le sens de la libéralisation, voilà qu'un élan écologique et ses hautes exigences viennent contrebalancer le mouvement. « Les familles paysannes sont constamment ballotées. Mais l'avantage d'un mobile, c'est que la situation peut changer très vite. N'oublions pas que la situation mondiale en matière d'approvisionnement joue en notre faveur ! », a-t-il conclu.

L'accord de libre-échange agroalimentaire (ALEA) que le Conseil fédéral veut conclure avec l'UE a occupé une place de choix dans le discours du président comme dans les propos des délégués. Dans la foulée de l'exposé du conseiller fédéral Ueli Maurer, le directeur de l'USP et conseiller national Jacques Bourgeois a présenté les calculs de l'USP pour différents scénarios et hypothèses. Ces estimations montrent qu'un ALEA global avec l'UE ne constituerait pas une bouée de sauvetage crédible pour le cas où l'accord à l'OMC, qui stagne depuis plusieurs années, était conclu. En outre, l'utilité économique d'un tel accord serait très faible. De plus, la multifonctionnalité et la compétitivité internationale sont inconciliables. Enfin, les possibilités d'exportations peuvent très bien être élargies par la voie bilatérale. C'est pourquoi les délégués de l'USP enjoignent le Conseil fédéral d'abandonner les négociations en vue d'un accord de libre-échange agroalimentaire global avec l'UE.

Par ailleurs, le président de l'USP a abordé d'autres questions qui seront au cœur des préoccupations de l'organisation en 2010 : l'accès au marché, la souveraineté alimentaire, le développement du système des paiements directs, l'utilisation du territoire, le dossier « Swissness », la communication et l'optimisation du réseau des organisations agricoles.

Les points ordinaires de l'ordre du jour n'ont donné lieu à aucun débat. A la Chambre suisse d'agriculture, douze sièges ont été repourvus.

Renseignements :

Sandra Helfenstein, porte-parole USP, tél. 079 826 89 75

www.sbv-usp.ch